

El Salvador

est déçu de constater que le gouvernement des États-Unis n'a pas l'intention d'accorder la priorité à l'aide étrangère et au dialogue nord-sud. Le premier ministre devrait garantir au président que le Canada est prêt à faire sa part et même plus que sa part, mais que les États-Unis devraient s'engager davantage et prendre l'initiative dans ce domaine critique puisqu'ils sont, après tout, plus riches et plus puissants que le Canada.

A cet égard, nous devons nous rappeler que les habitants du Salvador ont le droit absolu de déterminer leur propre avenir sans l'intervention de pays étrangers. Notre tâche consiste à aider à créer au Salvador des conditions qui permettent à toutes les parties en cause de poursuivre leurs propres négociations. Nous ne pouvons qu'espérer que ces négociations mènent à l'instauration d'un gouvernement qui représente la volonté du peuple du Salvador.

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le problème fondamental que soulève la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui est le suivant: ses auteurs semblent être obsédés par la notion des bons et des méchants, et l'une des caractéristiques permanentes de cette obsession est manifestement que les méchants sont toujours du côté des Américains tandis que les bons sont du côté de la gauche combattante.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Vous n'avez pas prêté une oreille attentive à mon discours.

M. MacGuigan: Je suis en train de parler de la motion. Le député a peut-être essayé de camoufler dans son discours le fonds de sa motion, qui est exactement comme je l'ai décrit. A mon avis, tout débat que nous entamerions aujourd'hui sur les principes de cette motion conviendrait plus à des étudiants d'école secondaire qu'aux membres de cette éminente assemblée.

Dans la motion, on qualifie le gouvernement du Salvador de régime répressif «qui combat ceux qui veulent établir un gouvernement démocratique». Les opinions sont peut-être partagées quant à la nature de ce régime, mais non pas quant à la motivation de ses adversaires. Comme le disait M. Robert E. White, l'ancien ambassadeur des États-Unis au Salvador, lors d'un colloque parrainé par les membres du Congress for Peace Through Law, le 26 février dernier, dont les propos nous ont été rapportés avec profusion par le député d'Oshawa (M. Broadbent) et selon le numéro du *Times* de New York d'hier:

L'ultime ennemi de la civilisation occidentale et des États-Unis au Salvador est un groupe marxiste-léniniste voué au renversement du gouvernement par la force, et à la suppression de toute influence américaine dans cette région.

Un autre participant à ce colloque a décrit la situation de cette façon:

Même si les chefs politiques de la gauche, notamment Guillermo Ungo, ont un dossier démocratique impeccable, les hommes armés—d'après M. White—sont des marxistes-léninistes engagés.

Mais pour reprendre les naïvetés simplistes de la motion à l'étude, ceux qui tiennent les fusils, ce sont «ceux qui veulent établir un gouvernement démocratique».

A ce qu'il semble, le chef du Nouveau parti démocratique ne tient pas à condamner l'usage de ces fusils, non plus que leur fourniture aux forces révolutionnaires salvadoriennes qui avaient trouvé à s'approvisionner de longs mois avant que les États-Unis ne commencent à y faire parvenir des armes. Au

contraire, il le tolère s'il ne l'approuve pas, car d'après ce qu'il a soutenu à la Chambre le 2 mars les forces de gauche auraient une quelconque justification morale et juridique à lutter militairement contre le gouvernement du Salvador.

• (1550)

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Il suffit que nous ayons à écouter les banalités du ministre, de grâce, qu'il respecte la vérité. J'ai dit catégoriquement dans ma déclaration—je tiens à ce que le ministre s'en tienne au sujet et qu'il mette de côté le texte qu'on a rédigé pour lui, qu'il participe vraiment au débat...

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Si le député a une raison d'invoquer le Règlement, je le prie de l'exposer.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, le ministre vient de dire, comme je rentrais à la Chambre après avoir contrôlé une autre de ses inexactitudes, que j'appuyais une des parties au plan de l'intervention militaire. Le ministre fait signe de la tête que c'est ce que j'ai dit. S'il avait écouté mon discours il saurait que ce que j'ai affirmé catégoriquement, c'est qu'il faut éviter toute ingérence extérieure, d'un côté comme de l'autre.

M. MacGuigan: Monsieur l'Orateur, je suis heureux que le député adopte aujourd'hui ce point de vue, mais c'est autre chose qu'il a laissé entendre en Chambre le 2 mars, et c'est cela que je citais.

Sur la question salvadorienne, nous avons une opinion différente de celle des États-Unis et nous sommes disposés à la leur exposer, mais nos divergences ne portent pas sur le rejet de la violence, qu'elles viennent de la gauche marxiste-léniniste ou de l'extrême droite, ni sur l'arrêt des importations de quantités énormes d'armes provenant de Cuba ou d'autres pays communistes et transitant par le Nicaragua. Nos divergences portent principalement sur l'aide militaire américaine au gouvernement du Salvador, aide que nous n'estimons ni souhaitable ni nécessaire.

Des voix: Oh, oh!

M. MacGuigan: Il est clair que je touche le point sensible, monsieur l'Orateur, et que ces députés n'aiment pas entendre la vérité.

Nous avons manifesté au gouvernement américain notre désaccord sur ce point, privément et publiquement, mais nous tenons à le faire en termes posés, comme il convient, en évitant les exagérations d'un gauchisme hystérique. Le président Reagan a insisté sur ce que l'envoi de troupes américaines au Salvador n'entre pas du tout dans les calculs américains. Le secrétaire d'État Haig a prévenu les extrémistes de droite salvadoriens qu'un coup d'État de la droite aurait des conséquences sérieuses pour le maintien de l'aide américaine.

Compte tenu donc de toutes les circonstances et en autant que nous puissions en juger, nous sommes disposés à contester la politique américaine d'aide militaire, mais non à nous élever contre elle; nous sommes disposés à nous prononcer sur cette politique mais non à la dénoncer; nous sommes disposés à la critiquer mais non à la condamner. Comme l'honorable représentante de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) l'a déclaré, il faut faire une distinction entre le Salvador et l'Afghanistan. Il est regrettable qu'elle n'ait pu faire cette distinction et qu'elle ait dénoncé l'initiative américaine dans les mêmes termes qu'elle-même ou d'autres utiliseraient pour décrire l'intervention soviétique en Afghanistan. En d'autres mots,